

La presse de Gray du 5 mai 2016.

Présidentielles : les petits candidats à Nantilly.



De gauche à droite : M. Stéphane GUYOT ; M. Olivier DELAFON ; M Paul MUMBACH.

À l'initiative de la Sociocratie-Populaire-Française, trois « petits » candidats à l'élection présidentielle ont été invités à échanger leur programme, vendredi au Château de Nantilly. Avec l'intention de désigner, à terme, celui qui les portera tous.

Aux abonnés absents, Rama Yade, « Chasse-Pêche-Nature et Traditions », « Nous Citoyens », de même que les « hautes personnalités » annoncées...

Rien de grave finalement, puisque lors de ce rendez-vous des « petits partis », on a, tout du moins, pu rencontrer trois personnages hauts en couleur. Un rendez-vous orchestré par la Sociocratie-Populaire-Française, association dont le propos, pour faire simple, est de réharmoniser la société française, et dont la trésorière principale n'est autre que Martine Roux, compagne du gérant du château de Nantilly, Eddy Bellache.

On comprend mieux, dès lors, la raison du choix de ce cadre feutré, pour la première rencontre des pionniers de ce qui deviendra des primaires chargées de désigner « le » candidat censé représenter ces « petits partis » lors de l'élection présidentielle de 2017.

Par ordre de tirage, c'est tout d'abord Paul MUMBACH, maire de Dannemarie (68) et fondateur du parti « Les Fédérés », qui s'est exprimé. Le combat de cet homme au long engagement associatif — il est le créateur de la Fédération française du bénévolat associatif, « la plus grande de France avec 20.000 associations gérées » — est de rendre la parole à la démocratie locale en sacralisant notamment les régions ; à qui il proposerait d'entériner ou de réfuter par référendum leur récente fusion ! « La loi qui a permis ces fusions s'inscrit en violation de la Charte européenne de l'autonomie locale, ce qui est tout de même un comble ! » fustige celui qui attribuerait les 2/3 des recettes fiscales à ces régions. L'État, recentré sur ses seuls pouvoirs régaliens, devant alors se contenter du tiers restant. Fin de l'égalitarisme au service de la responsabilisation de tous les citoyens à tous les niveaux de la République,

disparition du Sénat au profit d'une Chambre des régions, et ménage intensif dans le monde des normes qui étouffent les initiatives, sont encore autant d'ingrédients de son programme. Comme l'adoption d'une sixième Constitution. Et l'instauration d'un quorum à l'Assemblée nationale, comme la sacralisation des promesses du président de La République, dont il serait comptable devant le peuple...

Un discours que ne renierait sans doute que partiellement Olivier DELAFON. Cet autodidacte-là, qui porte beau à 69 ans, a la dent dure et ne mâche pas ses mots. Lui aussi veut réduire le train de vie de l'État. D'abord, passer de 577 à 202 députés ; puis fermer le Sénat, dont il ne garderait que 90 des 343 élus, « 1 par département », dit-il, pour les rapatrier à l'Assemblée nationale. Et le palais du Luxembourg dans tout ça ? « Un musée avec lequel on ferait de l'argent ». L'homme parle en connaissance de cause. N'a-t-il pas lui-même fondé le musée des voitures de chefs d'État ? Président du « Parti Nouvelle France », il ne se veut « ni de gauche ni de droite, mais hors système », et reste convaincu que c'est ce que veulent les Français. Employé de bureau à quinze ans, puis engagé volontaire dans les commandos, avant de devenir steward pour Air France, et d'embrasser la cause de la gestion financière à Paris puis à Wall Street. « Qui, mieux qu'Olivier DELAFON, sait ce que c'est qu'un contrat de travail, ou ce qu'il en est du problème des migrants ? », interroge-t-il le plus sérieusement du monde. Sur le premier point, sa proposition est claire : à la faveur d'une baisse des impôts rendue possible, également par la réduction du nombre des ministres, il suggère « qu'on foute la paix pendant trois ans » aux jeunes créant leur entreprise. Pas d'enregistrement, pas de TVA, aucun impôt, durant cette période ; de sorte à les laisser déployer leurs ailes. Sur le second point, en contrepartie de contrôles renforcés aux frontières pour un recensement efficace, le président du « Parti Nouvelle France » se dit : « prêt à accueillir les migrants qui pourraient “repeupler nos campagnes” et faire naître autant de startups ». Convaincu du bien-fondé de son programme, Olivier DELAFON se dit prêt à débattre sur un plateau de télé, dont il a déjà à plusieurs reprises eu les honneurs, face à n'importe quel contradicteur. Un livre, à paraître en juin, développera de façon plus conséquente sa vision de la France.

Au beau milieu de ces deux candidats, Stéphane GUYOT, 47 ans, commerçant et « Parisien pur beurre » puisqu'ayant des racines en Bretagne, a un programme moins élaboré. « Candidat blanc », il se décrit volontiers en coulisses comme la « guyotinne » des candidats traditionnels. 46 % des Français n'adhèrent pas à un parti », rappelle-t-il, en appuyant : il y a moins d'adhérents à tous les partis politiques qu'à la Fédération française de canoë-kayak ». Son programme ? Aller encore plus loin que la loi de 1994, en faisant en sorte que « le vote blanc » soit pris en compte dans les résultats des scrutins. Et d'insister : « en 2012, 6 % des électeurs ont été malicieusement écartés. Si l'on avait pris en compte leur vote blanc, F. Hollande n'aurait fait que 48,5 % ». Prendre en compte « le vote blanc », donc. Mais cela ne constituera jamais un programme. Stéphane GUYOT le sait et l'assure parfaitement : « Si je devais être candidat à la présidentielle, et plus encore être élu », promet-il, « alors ma démission serait déjà déposée chez un huissier ». Car, à la différence de ses pairs, lui, il n'entend pas assumer un jour la fonction. « Ce que nous voulons, c'est offrir un vrai choix aux électeurs, au-delà de celui que leur imposent les partis politiques ». Avec une autre ambition en filigrane : faire reculer le vote FN. « Les gens font ce choix ou s'abstiennent avant tout pour protester », estime-t-il. « Avec le “vote blanc” pris en compte, on ne revivra plus un 21 avril 2012 ». Le degré d'adhésion à une telle approche ? Après le lancement de l'idée sur les réseaux sociaux en 2012, le « parti » a obtenu 83 parrainages à la présidentielle, 27 candidats aux législatives, 6 listes aux Européennes... et son plus beau fait d'armes remonte aux départementales où, dans la Nièvre, le candidat du « parti du vote blanc » a obtenu 7,41 %.

Difficile, entre ces trois profils, de déterminer qui remportera l'investiture.

Côté Sociocratie-Populaire-Française, on ne s'en félicite pas moins que d'avoir pu mettre sur pied cette rencontre, en vue de réaliser une alternative. « La seule capable de sortir notre

pays de l'ornière depuis le Conseil national de la résistance », juge Patrick Rebierre, secrétaire général du mouvement. Appréciation similaire pour celui qui en est le vice-président. À ceci près que le Haut-Saônois, écrivain-analyste en économie politique et sociale sous le pseudo d'Albert Chandernan, ne transigera pas sur un point : « pas question, pour lui, d'une sixième Constitution, alors qu'il ne suffit que de modifier la cinquième ». Il le dira le moment venu...

Didier CHEMINOT.